

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/295
8 mars 1999

(99-0923)

Original: anglais

NEUVIÈME SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DU GROUPE DES QUINZE

Montego Bay (Jamaïque)
10-12 février 1999

Communication de l'Égypte

La Mission permanente de l'Égypte a fait parvenir au Directeur général la communication ci-après, datée du 24 février 1999.

En ma qualité de Président actuel des Représentants personnels des Chefs d'État et de gouvernement du Groupe des quinze, j'ai l'honneur de vous adresser copie de la déclaration conjointe du neuvième Sommet du Groupe des quinze, qui s'est tenu à Montego Bay du 10 au 12 février 1999.

La participation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), représentée par M. Anwaral Hoda, Directeur général adjoint, a contribué au succès de la troisième réunion des Ministres de l'économie et du commerce du G-15.

Le Sommet a souligné l'importance que le G-15 attache à l'établissement d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles et transparent, juste et équitable dans le cadre de l'OMC. À cet effet, l'accent a été mis sur la légitimité des objectifs de développement des pays en développement, y compris la mise en œuvre intégrale des dispositions relatives au traitement spécial et différencié et l'importance qu'elles revêtent, et sur la nécessité de remédier aux difficultés rencontrées par les pays en développement pour la mise en œuvre des Accords de l'OMC. La déclaration conjointe souligne également que les carences de mise en œuvre ou le non-respect des Accords du Cycle d'Uruguay ne sauraient être utilisés par les pays développés comme instruments de négociation en vue d'obtenir des concessions supplémentaires de la part des pays en développement.

Figurent aussi parmi les préoccupations essentielles du G-15 l'accession rapide des pays en développement à l'OMC, la mise en œuvre intégrale des mesures adoptées lors de la Réunion de haut niveau de l'OMC pour les pays moins avancés (PMA), l'élaboration d'un programme de travail pour intégrer les petites économies dans le système commercial multilatéral et la nécessité de traiter la question des mesures protectionnistes déguisées.

Les participants au Sommet ont souligné que les normes du travail devaient continuer d'être établies et discutées au sein de l'OIT. Ils ont réaffirmé que le G-15 s'opposait à l'inclusion de ces normes dans le programme de travail de l'OMC. Ils ont ajouté que le fait que ces normes soient "liées au commerce" ne devait pas servir de prétexte à l'adoption de normes dans une institution et leur mise en œuvre à l'OMC ou dans tout autre cadre institutionnel.

En outre, les participants au Sommet ont instamment demandé que les mesures concrètes nécessaires soient prises pour renforcer la cohérence entre l'Organisation mondiale du commerce et

les institutions financières et monétaires internationales, en respectant le mandat, les règles de confidentialité et l'autonomie du processus de décision de chacune d'elles, et en évitant d'imposer des conditions supplémentaires ou croisées.

Enfin, je souhaiterais que la présente déclaration soit distribuée en tant que document officiel du Conseil général de l'OMC.¹

¹ La déclaration est reproduite en annexe.

ANNEXE

NEUVIÈME SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DU GROUPE DES QUINZE

Déclaration conjointe

1. Nous, Chefs d'État et de gouvernement du Groupe des quinze, réunis à Montego Bay, Jamaïque, du 10 au 12 février 1999 pour notre neuvième Sommet, réaffirmons notre solidarité et notre engagement de promouvoir la croissance, l'emploi et la prospérité générale. Cet objectif, et celui de forger une économie mondiale juste et équitable, ne peuvent être atteints que par le biais d'une "communauté d'intérêts" entre les pays développés et en développement.
2. Le panorama de l'économie mondiale, en cette fin de décennie et de siècle, fait ressortir le besoin de mieux équilibrer les retombées des processus de mondialisation et de libéralisation. Par conséquent, nous devons identifier et développer des convergences sur des questions aussi complexes que celles de l'impact social et économique de la mondialisation et, par le biais d'un dialogue de haut niveau et de partenariats viables, relever les défis auxquels la communauté internationale se trouve confrontée.
3. Nous continuons à souscrire à des politiques fondées sur le marché. Toutefois, pour garantir l'efficacité d'une économie de marché, les gouvernements doivent nécessairement jouer un rôle actif pour développer et gérer les institutions, les systèmes et les infrastructures. Les grands bonds réalisés dans le monde de la découverte scientifique, et leurs applications technologiques à toutes les sphères de l'effort humain, notamment dans les domaines de l'information, de la communication et de la santé, pourraient, s'ils sont orientés avec éthique, contribuer à accroître les niveaux de vie des populations de tous les continents. Pour recueillir tous les fruits de ces découvertes et de ces innovations, les pays développés et en développement devraient accentuer et intensifier leur collaboration dans les domaines de la science et de la technologie.
4. Les dernières prévisions et les possibles scénarios de croissance, de développement et de répartition des avantages qui y sont associés doivent retenir toute notre attention. L'impact systémique de la crise financière, les niveaux élevés de chômage structurel, l'élargissement des écarts de revenus entre les ressortissants d'un même pays et entre les pays du monde, et la menace de voir resurgir le protectionnisme se sont traduits par un ralentissement de la croissance. Dans les pays les plus affectés, la crise ne fait qu'accroître la pauvreté et l'instabilité sociale en général.
5. De concert avec les pays en développement et d'autres membres de la communauté internationale, nous allons vers notre prochain sommet en Égypte en l'an 2000 dans la conviction qu'avec une action multilatérale appropriée et entreprise en temps utile, les perspectives de l'économie mondiale seront améliorées.
6. Nous évaluons et comprenons mieux désormais les causes, les conséquences et les mesures de correction nécessaires pour traiter la crise financière internationale qui sévit toujours. La crise actuelle a mis en lumière les risques liés aux flux spéculatifs de capitaux à court terme dont les effets négatifs ont affecté de manière disproportionnée les pays en voie de développement et plus particulièrement les plus pauvres et les plus vulnérables. L'injection d'argent liquide, tant dans les marchés financiers internationaux que par le biais de nouveaux mécanismes de financement du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, l'augmentation des ressources consacrées aux programmes sociaux et l'élaboration d'instruments financiers régionaux constituent des mesures positives qui restent toutefois à améliorer. Nous faisons appel au FMI et à la Banque Mondiale, pour que ces institutions, tout en répondant aux besoins de liquidités des pays les plus affectés, remplissent dûment leur mandat en apportant l'appui nécessaire pour corriger les déséquilibres actuels des comptes courants et assurer le financement à long terme du développement.

7. Nous soutenons les mesures prises pour accroître la transparence et les responsabilités, pour renforcer les systèmes financiers nationaux en introduisant notamment une supervision de prudence et pour parfaire l'approche multilatérale visant à contrôler et gérer la crise financière internationale. Nous notons la lenteur des progrès réalisés dans la réforme du système financier international et nous lançons un appel pressant pour que des mesures concrètes soient prises, pour réaliser, entre autres, les objectifs suivants:

- des mécanismes et des règles appropriés permettant de contrôler et de superviser les opérations des principaux intervenants sur les marchés financiers, y compris les sociétés d'investissement et les spéculateurs de devises. Ces instruments devraient fournir aux gouvernements un cadre international de principes capable de déclencher la sonnette d'alarme en temps opportun afin de leur permettre de prendre les mesures politiques appropriées;
- davantage de cohérence entre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les principales institutions financières et monétaires internationales, dans le respect de leurs mandats, des normes de confidentialité et de l'autonomie nécessaire aux prises de décision de chaque institution, et en évitant d'imposer des conditions supplémentaires ou croisées;
- la mise en place de filets sociaux en tant que partie intégrante des programmes et politiques de développement, tant aux niveaux micro que macro-économiques, qui répondent aux besoins essentiels des couches les plus pauvres et les plus vulnérables de la population, et qui préservent également le "capital humain" des travailleurs dont les emplois sont menacés.

8. Ces réponses de soutien constructives démontrent notre "communauté d'intérêts". Elles restent de toute évidence insuffisantes, les répercussions de la crise continuant à se faire sentir dans toutes les parties du monde. La communauté internationale doit donc poursuivre ces réformes sans relâche. Une réforme institutionnelle doit prendre place, la rendant plus démocratique, plus transparente, et renforçant les responsabilités face à ses membres. Par ailleurs, les cadres politiques généraux méritent d'être révisés, en fonction des circonstances nationales. Nous nous réjouissons de ce que des étapes soient actuellement envisagées pour raffermir l'architecture financière internationale, afin de rétablir la stabilité et la prévisibilité des marchés financiers internationaux. Le Comité provisoire et le Comité de développement du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, entre autres, sont des mécanismes institutionnels clés pour mener à bien des réformes à caractère systémique. En outre, l'ouverture de comptes de capitaux doit être réalisée de façon ordonnée, progressive et bien programmée et suivre le rythme auquel les pays développent leur aptitude à gérer toute conséquence imprévue et non intentionnelle.

9. Les efforts de gestion de crise, à très court terme, ainsi que les initiatives de réforme à long terme du système financier international, doivent admettre et prendre en compte le fait que l'économie mondiale englobe des pays ayant des caractéristiques spécifiques différentes. Nous soulignons donc qu'il est nécessaire, tant pour les pays développés que pour les pays en développement, de faire entendre leur voix dans ce processus. Un processus de consultations internationales doit être mis en place pour s'assurer que l'architecture révisée du système financier international tienne compte de ces différences. En outre, le système et l'approche préconisés pour réagir aux crises devraient présenter une certaine souplesse afin de faire une distinction entre les options et de tenir compte de la faisabilité d'autres choix, selon les conditions propres à chaque pays. Le G-15 représente un ensemble important de pays qui peut et doit contribuer à la réalisation de cet objectif.

10. L'intérêt porté par la communauté internationale aux problèmes systémiques ne doit pas faire oublier l'attention urgente qu'il convient de prêter aux pays en développement, particulièrement en Afrique, qui n'ont qu'un accès limité, ou aucun accès, aux marchés privés de capitaux, et où l'Aide

publique au développement (APD) et d'autres flux préférentiels sont critiques pour atteindre les objectifs de développement. La communauté internationale doit donc très rapidement aller au-delà de l'initiative visant les pays pauvres fortement endettés et les aider à obtenir des réductions substantielles tant au niveau du montant de la dette que des services de la dette, qu'elle soit bilatérale, multilatérale, publique ou commerciale. Nous nous félicitons des initiatives récentes prises par la Présidence de l'Union européenne et par le G-7 pour annuler la dette des pays en développement les plus pauvres, mesures qui doivent être rapidement appliquées afin de redonner un réel espoir aux plus démunis dans le monde.

11. Nous sommes profondément préoccupés par les facteurs structurels qui ont entraîné une chute des cours de toutes les matières premières. La crise financière internationale, qui a provoqué une baisse de la demande mondiale cumulée et une incidence sur les termes de l'échange des matières premières a aggravé la situation. Nous exhortons les pays développés à être à nos côtés dans les institutions internationales concernées en vue d'adopter les solutions s'inscrivant dans une approche globale et intégrée pour relancer la croissance et le développement.

12. Nous estimons que le commerce international en général, et l'expansion des exportations des pays en développement en particulier, seraient facilités si l'on réduisait les mesures commerciales restrictives, atténuait la volatilité excessive, notamment celle des taux de change, et évitait les brusques revirements des flux de capitaux à court terme et les interruptions des crédits commerciaux. Nous sommes convaincus que pour prévenir le danger d'une récession économique mondiale, les pays doivent résister aux pressions protectionnistes, les marchés doivent rester ouverts, l'investissement étranger direct accru et que les pays en développement doivent pouvoir avoir accès aux marchés de capitaux, tant privés que concessionnels, dans des conditions stables et prévisibles.

13. Les conséquences sociales de la crise financière ont été lourdes et graves, se manifestant par un renversement dramatique de l'évolution de la création d'emplois et des niveaux de pauvreté aggravés. À l'échelle mondiale, malgré les croissances enregistrées en termes de productivité, d'innovation et d'entreprise, le nombre absolu de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté et, dans certains pays, ce fléau reste profondément enraciné. Nous soulignons toute l'urgence qu'il y a à répondre aux besoins immédiats de ces pays et demandons à la communauté internationale de traiter ce problème en priorité, non seulement pour des raisons morales et éthiques, mais aussi pour garantir la paix et la stabilité internationales. Nous soutenons la volonté réaffirmée des institutions de Bretton Woods de traiter les aspects structurels à long terme de la politique sociale et de l'emploi productif dans le contexte de l'ouverture des marchés. Les engagements pris lors du Sommet mondial historique pour le développement social invitent tous les hommes, dans tous les pays et à tous les niveaux, ainsi que la communauté internationale, à s'unir pour notre cause commune de lutte contre la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale.

14. Nous constatons avec satisfaction que l'OIT a entrepris une analyse en profondeur des répercussions sociales négatives de la crise financière dans le but d'y trouver des réponses appropriées. Nous demandons à l'OIT de lancer une stratégie globale de l'emploi à l'occasion de la réunion des organes directeurs et de la Conférence interministérielle de cette année. Nous collaborerons avec tous les partenaires sociaux dans le cadre tripartite de l'OIT pour atteindre cet objectif. Une stratégie de l'emploi englobant le droit au travail viendrait renforcer notre respect pour les Conventions fondamentales de l'OIT, reconnues à l'échelle internationale, sur les droits des travailleurs.

15. Nous nous engageons et appelons tous les membres de la communauté internationale à respecter les engagements pris à l'occasion de diverses Conférences mondiales des Nations Unies (ONU), de Réunions de haut niveau et de Sommets. Nous nous engageons en outre à travailler pour contribuer au succès des divers Sommets et Conférences de l'ONU qui se tiendront en 2000, comme le Sommet du Sud à la Havane (Cuba), la Conférence de l'ONU sur le financement pour le

développement, le Sommet du millénaire de l'ONU à New York, et la CNUCED X à Bangkok (Thaïlande).

16. Nous réaffirmons l'importance, au sein de l'Organisation mondiale du commerce, d'un système de commerce multilatéral basé sur des règles transparentes, justes et équitables, intégrant véritablement tous les pays et allant vers la réalisation des objectifs consistant à "élever les niveaux de vie, garantir le plein emploi et la croissance continue des revenus réels et de la demande effective, et augmenter le commerce de biens et de services". À cette fin nous réitérons une fois encore que les mesures unilatérales ayant des effets extra-territoriaux sont incompatibles avec le système du commerce multilatéral et menacent de lui porter atteinte.

17. Nous convenons de poursuivre notre participation à l'OMC, à la mise en oeuvre de son programme de travail actuel et aux discussions et consultations en cours qui déboucheront sur la troisième Conférence ministérielle de cette année, où nous nous réunirons pour décider de son programme de travail futur, y compris d'une libéralisation plus poussée s'appuyant sur une base suffisamment large pour répondre aux préoccupations et aux intérêts des pays en développement. Au cours du processus de préparation, nous délibérerons avec nos partenaires commerciaux de l'OMC en gardant toujours à l'esprit, entre autres, les principes suivants:

- la légitimité des objectifs de développement des pays en développement et, par conséquent, le besoin de préserver des espaces économiques au sein du système commercial multilatéral pour mettre en oeuvre des politiques de développement régies par une orientation de marché, ainsi que la nécessité d'appliquer pleinement les dispositions de traitement spécial et différentiel dans tous les domaines prévus par les Accords; conformément aux délibérations du dernier symposium du G-15 sur le traitement spécial et différentiel pour les pays en voie de développement, dans le cadre des Accords de l'Uruguay Round;
- la nécessité de redresser les difficultés rencontrées par les pays en développement pour la mise en oeuvre des Accords de l'OMC, afin de leur permettre une participation plus efficace au système de commerce multilatéral;
- les carences de mise en oeuvre ou le non-respect des obligations des Accords du Cycle d'Uruguay par les pays développés ne sauraient être utilisés par ces derniers comme instruments de négociation en vue de l'obtention de concessions supplémentaires de la part des pays en développement.

18. Nous prenons bonne note des négociations concernant l'accession à l'OMC ainsi que de la décision de procéder à l'évaluation des progrès réalisés. Eu égard à notre engagement en faveur de l'accélération de l'accession des pays en développement, nous sommes convenus que les conditions de leur accession devraient être conformes aux Accords de l'OMC, y compris aux dispositions spéciales et différenciées.

19. Nous demandons la mise en oeuvre urgente et complète des mesures adoptées lors de la Réunion de haut niveau de l'OMC pour les Pays moins avancés (PMA) et l'élaboration d'un programme de travail susceptible d'intégrer les petites économies dans le système de commerce multilatéral. Nous encourageons également une coopération accrue entre l'OMC et la CNUCED pour renforcer les capacités institutionnelles des pays en développement et leur permettre ainsi de participer plus efficacement aux négociations et de maximaliser les avantages qu'ils peuvent tirer du système de commerce multilatéral.

20. Les normes en matière de législation du travail doivent être établies et discutées au sein de l'OIT. Nous réaffirmons notre opposition à leur insertion au programme de travail de l'OMC. Le fait

que ces normes soient "liées au commerce" ne doit pas servir de prétexte pour l'adoption de normes dans une institution et leur mise en œuvre à l'OMC ou dans toute autre institution.

21. La relation entre commerce et environnement est une question complexe et importante qui requiert une analyse ultérieure. Nous appuyons le travail d'analyse en cours en vue d'éclaircir la relation entre commerce et environnement au sein de diverses institutions. Il faut poursuivre ce travail. Nous nous opposons à l'utilisation de mesures commerciales pour atteindre des objectifs environnementaux et vice versa, et à des mesures protectionnistes déguisées par les pays développés sur la base de la "multifonctionnalité" dans les secteurs du commerce.

22. Nous accueillons favorablement la proposition de l'Inde d'accueillir une réunion du G-15 à un niveau approprié en vue de la préparation de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC. Nous saluons les propositions supplémentaires faites en vue de renforcer la coopération entre les pays en développement, et particulièrement les projets mis en œuvre entre les pays du G-15. Nous convenons, sous la coordination du Mexique, d'intensifier la coopération au sein du G-15 en matière de science et de technologie et d'instaurer des mécanismes efficaces et autonomes de recherche et de développement. Nous soutenons la proposition faite par l'Inde de développer une nouvelle approche stratégique sectorielle pour la coopération sud-sud, se concentrant sur la biotechnologie, la technologie de l'information et le développement d'infrastructures. Nous accueillons favorablement le nouveau projet de la Jamaïque pour une collaboration au sein du G-15 portant sur les sciences de l'environnement et nucléaires. Ces projets, comme tous ceux du G-15 resteront ouverts à tous les pays en développement. Nous notons avec satisfaction les traités bilatéraux d'investissement (TBI) conclus récemment entre plusieurs membres du G-15. Nous nous engageons à aider les pays du G-15 et autres pays en développement qui sont les plus exposés aux catastrophes naturelles, à d'autres aléas géographiques et aux secousses extérieures.

23. Nous avons débattu des menaces que le terrorisme fait peser sur la paix et la stabilité tant nationales que régionales et internationales. Les actes terroristes effritent l'intégrité politique et territoriale des pays, détruisent le tissu social et affaiblissent les institutions démocratiques. Ils nuisent également à la croissance et au développement économiques. Par conséquent, nous condamnons énergiquement toutes les sortes de terrorisme, leurs auteurs et tous ceux qui les soutiennent sous quelque prétexte que ce soit. Nous préconisons un renforcement de la coopération régionale et internationale pour prévenir et combattre cette menace, et appelons tous les États à souscrire aux conventions multilatérales visant à éliminer des actes spécifiques de terrorisme, conformément aux résolutions applicables de l'Assemblée des Nations Unies. Nous réclamons aussi de toute urgence la conclusion et l'application efficace d'une convention internationale globale pour combattre le terrorisme.

24. Nous nous félicitons du fait qu'un dialogue informel entre le Président des représentants personnels et la Présidence du G-8 ait commencé. Nous sommes sûrs qu'il s'agit d'une action positive qui reprend l'idée et corrobore la "communauté d'intérêts". Nous comptons sur la poursuite et le renforcement du dialogue et sur une collaboration constructive afférente aux questions prioritaires du programme économique international.

25. Nous souhaitons la bienvenue au dix-septième État membre du Groupe des quinze, le Sri Lanka, qui contribuera certainement à nous faire atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés et à nos futurs travaux.

26. Nous remercions vivement la Jamaïque pour son rôle actif et efficace à la tête de notre Groupe au cours de sa Présidence. Nous remercions le peuple et le gouvernement jamaïcains pour leur chaleureuse hospitalité et l'excellente organisation qui ont assuré le succès de ce neuvième Sommet du Groupe des quinze. Ce neuvième Sommet du Groupe des quinze, avant le tournant du millénaire, nous a permis de faire le point sur notre coopération passée et de réaffirmer notre engagement à poursuivre cette coopération au XXI^e siècle.

27. Nous remercions vivement le gouvernement de l'Égypte pour son offre généreuse d'accueillir notre dixième Sommet en l'an 2000 et nous nous réjouissons par avance de nous réunir à nouveau au Caire. Nous accueillons favorablement la proposition du gouvernement indonésien de tenir le onzième Sommet, en l'an 2001.
